

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 9 mai 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT (ex-SABLIÈRES DIER)

4, rue Aristide Bergès
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : MONDELANGE_GRANULATS-VICAT_2023-05-05_RAPVI-PPC_DNE_24902
Code AIOT : 0006209128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 avril 2023 dans l'établissement Granulats Vicat (ex-Sablières Dier) implanté 57300 Mondelange. L'inspection a été annoncée le 2 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Le contrôle a été opéré par sondage sur le secteur de la carrière en cours d'exploitation à savoir sur le secteur de Mondelange.

La visite portant sur l'action régionale "Air - plan de protection de l'atmosphère (PPA)" réalisée le même jour fait l'objet d'un rapport séparé dédié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Granulats Vicat (ex-Sablières Dier)
- 57300 Mondelange
- code AIOT : 0006209128
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

L'exploitation d'une carrière alluvionnaire située sur le territoire des communes de Mondelange, Bousse et Richemont a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-195 du 16 juillet 2013 au bénéfice de la société Sablières Dier.

L'autorisation de changement d'exploitant a été délivrée au bénéfice de la société Granulats Vicat par l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/206 du 30 septembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan d'exploitation ;
- surveillance des émissions sonores ;
- surveillance des eaux souterraines ;
- déchets inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 5.1 partiel	/	sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 2.1.2	/	sans objet
3	Émissions sonores	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.8.3 partiel	/	sans objet
4	Surveillance eaux souterraines – réseau, mise en place	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 2.1.7 partiel	/	sans objet
5	Eaux souterraines - résultats de surveillance	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.4 partiel	/	sans objet
6	Eaux exhaures - suivi	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.3 partiel	/	sans objet
7	Déchets inertes - volume autorisé	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 1.2.3 partiel	/	sans objet
8	Déchets inertes : caractéristiques et origines	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.1.1 partiel	/	sans objet
9	Déchets inertes : mise en oeuvre sur le site	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.2 partiel	/	sans objet
10	Déchets inertes : registre d'admission	arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.3.3 partiel	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats de l'inspection et des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat.

Cependant, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de respecter la fréquence des mesures du niveau sonore prescrit par l'article 6.8.3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013 susvisé.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le plan d'exploitation mis à jour intégrant le bornage des deux secteurs (Bousse-Richemont et Mondelange) dans les 15 jours suivant leur édition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 2.1.2
Thème(s) : autre, bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. À cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ainsi que le cas échéant des bornes de nivellement. L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a présenté le plan de bornage établi pour les deux secteurs (Richemont-Bousse et Mondelange) dont le rapport d'intervention date du 2 juin 2016. L'inspection a contrôlé par sondage l'emplacement de deux bornes sur le secteur exploité de Mondelange. Ces emplacements sont conformes au plan de bornage susvisé.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 5.1
Thème(s) : autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan d'exploitation, orienté, comprenant un maillage selon le système Lambert.</p> <p>Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates des levés ; - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de cinquante mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points de levées ; - la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent au chapitre 2.1.6 du présent arrêté ; - tous les points bas et hauts des berges ; - l'emplacement exact du bornage ; - la position des dispositifs de clôture ; - l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des stériles et des terres de découverte ; - les zones remises en état avec les pentes des talutages définitifs exécutés ; - les voies d'accès et les chemins menant à la carrière. <p>Un encadré indiquera distinctement en mètres carrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface non encore exploitée ; - la surface exploitée ou en cours d'exploitation non encore remise en état ; - la surface remise en état.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan d'exploitation du secteur Richemont-Bousse dont l'exploitant déclare que l'exploitation est terminée ; - le plan d'exploitation du secteur de Mondelage en cours d'exploitation. <p>Ces plans comportent les éléments prescrits par l'article 5.1 susvisé hormis les emplacements des bornages des deux secteurs.</p> <p>Un plan dédié aux bornages de ces deux secteurs a été établi en date du 2 juin 2016 et transmis à l'inspection (cf. point de contrôle supra).</p> <p>L'exploitant s'est engagé à ce que le bornage soit retranscrit sur le plan d'exploitation lors de sa prochaine mise à jour.</p>
<p>Observations :</p> <p>Au regard des constats de l'inspection et des engagements de l'exploitant, il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat mais l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le plan d'exploitation mis à jour intégrant le bornage des deux secteurs dans les 15 jours suivant leur édition.</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.8.3 partiel
Thème(s) : autre, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité en période d'exploitation de la carrière, dans un délai de trois mois suivant le début d'exploitation. Ce contrôle qui est renouvelé tous les trois ans est réalisé dans les zones à émergence réglementée les plus proches et en limite de propriété. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a fait procéder en 2016 au contrôle du niveau sonore au droit du secteur Richemont-Bousse exploité à cette période. Le secteur de Mondelange n'était pas exploité à cette date. L'exploitant a fait procéder en 2021 au contrôle du niveau sonore au droit du secteur Mondelange exploité à cette période. Au regard des plans d'exploitation présenté, le secteur Richemont-Bousse n'était plus exploité et était d'ores et déjà remis en état à cette date.</p> <p>Ces deux rapports (2016 et 2021) concluent que l'ensemble des activités du site engendrait, lors de la campagne de mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un niveau d'émergence conforme à la réglementation applicable, au niveau des zones à émergence réglementée ; - un niveau de bruit conforme à la réglementation applicable, en limite de carrière. <p>L'inspection constate que la fréquence des mesures prescrite (triennale) n'est pas respectée. L'exploitant a rappelé qu'un changement d'exploitant a eu lieu dans ce laps de temps et déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'engager à respecter la fréquence des mesures et faire procéder à ce contrôle lors de l'année 2024 (2021 + 3 ans) ; - qu'un tableau de suivi a notamment été mis en place par l'exploitant en vue de s'assurer du respect de les périodicités des contrôles et analyses périodiques prescrites par l'arrêté préfectoral.
<p>Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de respecter la fréquence des mesures du niveau sonore prescrite par l'article 6.8.3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013 susvisé.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 2.1.7 partiel
Thème(s) : risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de pouvoir contrôler l'incidence de l'exploitation et du remblaiement de la carrière, l'exploitant met en place un réseau de surveillance des eaux souterraines. Ce réseau permet à la fois de contrôler la qualité et l'écoulement des eaux souterraines.</p> <p>La mise en place du réseau de surveillance est établie sur la base d'un document justificatif du contexte hydrogéologique au droit du site et dans ses environs, et des intérêts à préserver (puits, étangs). Le réseau de surveillance se compose à minima de trois points de surveillance (un point en amont et deux points en aval hydraulique) par secteur d'exploitation (Bousse/Richemont et Mondelage). Ce document est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant détermine, pour chaque point de surveillance des eaux souterraines, les niveaux d'eau [...] et procède à une campagne de prélèvements et d'analyses pour les paramètres visés à l'article 6.6.4. pour l'ensemble des points de surveillance définis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de l'inspection a été réalisé par sondage et porte uniquement sur le secteur de Mondelage dont le début d'exploitation a débuté en mai 2019, vu les éléments présentés par l'exploitant.</p> <p>Par courrier du 1^{er} juin 2015, l'exploitant a transmis à l'inspection la note hydrogéologique pour l'implantation de piézomètres de contrôle de l'exploitation de graves sur les secteurs de Mondelage, Bousse et Richemont réalisée par un bureau d'études spécialisé en septembre 2013. Le réseau de surveillance ainsi proposé par le bureau d'études est conforme à celui prescrit par l'article 2.1.7 susvisé dans la mesure où il se compose de trois points de surveillance (un point en amont et deux points en aval hydraulique) par secteur d'exploitation (Bousse/Richemont et Mondelage).</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a procédé à un contrôle par sondage de l'implantation d'un des piézomètres sur le secteur de Mondelage en cours d'exploitation. L'implantation constatée pour le piézomètre concerné est conforme à l'implantation précisée dans la note hydrogéologique susvisée.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les justificatifs relatifs à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la détermination, avant le début de l'exploitation du secteur de Mondelage, des niveaux d'eau en période de basses eaux (automne 2018) pour chacun des trois points de surveillance des eaux souterraines dudit secteur ; - l'analyse, avant le début d'exploitation (automne 2018), de la qualité des eaux souterraines au droit des trois piézomètres de ce secteur pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 6.6.4 ; - la première analyse du niveau d'eau au droit de ces trois piézomètres a été réalisée en 2020 pour ce qui concerne la période de hautes eaux.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Eaux souterraines - résultats de surveillance

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.4 partiel
Thème(s) : risques chroniques, eaux souterraines - suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Surveillance de la piézométrie de la nappe :</u> Pendant toute la durée de l'autorisation, les niveaux des points de contrôle des eaux souterraines présentés dans l'article 2.1.7 sont relevés à une fréquence mensuelle. Ils sont exprimés en cote NGF.</p> <p><u>Surveillance de la qualité de la nappe :</u> Avant le début des travaux et pendant la durée d'exploitation, l'exploitant procède semestriellement à des prélèvements d'eau sur les points de contrôle des eaux souterraines présentés dans l'article 2.1.7.</p> <p>Les prélèvements font chacun l'objet d'une analyse des paramètres suivants : - température, pH, turbidité, conductivité, DCO, oxygène dissous, chlorures, fluorures, sulfates, nitrates, nitrites, carbone organique total (COT), hydrocarbures totaux, indice phénols, métaux, benzène et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ; - les métaux recherchés sont : arsenic, baryum, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, antimoine, sélénium et zinc ; - pour les HAP, les substances recherchées sont : benzo(a)pyrène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(ghi)pérylène, indéno(123,cd)pyrène et fluoranthène. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les éléments présentés par l'exploitant, l'inspection constate les éléments suivants : - jusqu'au 31 décembre 2022, la surveillance du niveau de la nappe au droit des six piézomètres constituant l'ensemble du réseau de surveillance du site (trois sur le secteur de Bousse-Richemont et trois sur le secteur de Mondelange) était réalisée semestriellement et non pas mensuellement ; - depuis le 1^{er} janvier 2023, la surveillance de la piézométrie est réalisée mensuellement conformément aux prescriptions de l'article 6.6.4 susvisé ; - le suivi de la qualité des eaux souterraines est effectué semestriellement sur l'ensemble du réseau de surveillance et sur l'ensemble des paramètres prescrits par l'article 6.6.4 susvisé.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Eaux d'exhaures - suivi

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 6.6.3
Thème(s) : risques chroniques, eaux d'exhaures
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaures liées au rabattement de la nappe sont réinfiltrées dans la nappe dans un bassin prévu à cet effet ou dans la zone d'extraction du gisement voisine. Elles respectent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paramètre valeur maximale de rejet - pH 5,5 à 8,5 - température 30°C - matière en suspension (MES) 35 mg/l - demande chimique en oxygène (DCO) 125 mg/l - hydrocarbures totaux (HCT) 10 mg/l <p>La qualité de ces eaux est contrôlée annuellement par un organisme spécialisé et agréé dans le but de vérifier le respect des valeurs limites définies ci-dessus.</p>
<p>Constats : Le contrôle de l'inspection a été effectué par sondage, uniquement sur le secteur en cours d'exploitation (secteur Mondelange). L'exploitant a déclaré les éléments suivants concernant le secteur de Mondelange :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de décapage sont effectués en priorité en période de basses eaux ; - compte tenu des conditions climatiques de ces dernières années, les travaux de décapage ont tous été effectués à sec sur ce secteur d'exploitation. Il n'y a donc pas lieu de rabattre la nappe lors de ces travaux de décapage. Aucune analyse n'a donc eu lieu. <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les zones non décapées ou en cours de décapage ne sont pas en eau. Seules les zones en cours d'extraction sont en eau.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Déchets inertes - volume autorisé

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 1.2.3 partiel
Thème(s) : risques chroniques, déchets - respect du volume
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est autorisé à utiliser, dans le cadre du réaménagement et sous couvert du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté et notamment son titre 7, un volume maximum de 393 437 m³ de matériaux inertes extérieurs.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les bilans annuels d'apports de déchets inertes pour l'ensemble du site (secteur Richemont-Bousse et Mondelange) depuis le début du remblayage du site. Au regard des éléments présentés par l'exploitant, le volume total de déchets inertes accueillis est en deçà du volume maximal autorisé susvisé.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Déchets inertes : caractéristiques et origines

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.1.1 partiel
Thème(s) : risques chroniques, déchets - caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les matériaux inertes pouvant être admis sur la plate-forme de transit et utilisés sur la carrière dans le cadre du réaménagement sont listés dans le tableau ci-après. Ils proviendront de chantiers de terrassement locaux sur le secteur de Metz et Thionville. Tableau non reproduit 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés. Les terres et pierres non polluées provenant de sites susceptibles d'être contaminés devront faire l'objet de procédures d'acceptation préalable et de traçabilité. 20 02 02 : Terres et pierres provenant uniquement des déchets de jardins et de parcs : à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.</p>
<p>Constats : L'inspection a contrôlé par sondage un bordereau de suivi de déchets datant du 20 octobre 2021. Les types de déchets mentionnés étaient conformes au code déchets autorisés par l'article 7.1.1 susvisé.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Déchets inertes : mise en oeuvre sur le site

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.2
Thème(s) : risques chroniques, déchets - caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les matériaux admis font l'objet d'une vérification du bordereau de suivi fourni par le producteur. Les matériaux inertes extérieurs ne doivent pas être directement déversés en fond de fouille. Un contrôle visuel préalable est réalisé à l'entrée de la carrière, lors du déchargement du camion et lors du régalage des matériaux afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Tout déversement sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant de la carrière ou de son représentant désigné est interdit.</p> <p>Les éventuels éléments indésirables (bois, plastiques, métaux, ...) sont stockés dans une benne présente sur le site et réservée à cet effet avant d'être évacués par le biais d'une filière dûment autorisée.</p> <p>Dès réception et après vérification du bordereau de suivi et réalisation des contrôles visuels susvisés, les matériaux inertes sont déversés en fond de fouille. Il n'y pas de stockage temporaire de matériaux sur le site de la carrière.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes et les modalités de leur mise en oeuvre sur le site. Lors de la visite du site, les éléments constatés par l'inspection sont conformes avec les déclarations de l'exploitant et la procédure visée à l'article 7.2 susvisée.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/07/2013, article 7.3.3
Thème(s) : risques chroniques, déchets - caractéristiques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets et la date du stockage des matériaux ; - l'origine et la nature des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le volume ou la masse réceptionné ; - le résultat du contrôle visuel et de la vérification du bordereau de suivi ; - la localisation précise où les matériaux ont été placés ; - les motifs des éventuels refus d'admission (ces refus doivent faire l'objet, sous 48 heures, d'une information auprès de l'inspection des installations classées). <p>L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Ces documents sont conservés pendant toute la durée de validité de la présente autorisation d'exploiter et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le registre d'admission des déchets inertes accueillis sur le site. Lors du contrôle effectué par sondage sur le registre 2021, l'inspection a constaté que l'ensemble des informations prescrites par l'article 7.3.3 susvisé est mentionné.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pour le déchargement concerné par le contrôle par sondage réalisé par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet